

Compte rendu du débat-rencontre “Colombie : continuités et ruptures des mobilisations sociales”, tenue en mode hybride le jeudi 1^{er} juillet 2021, 15-18h.

La croissance économique et la relative stabilité politique des années 2000 à 2017 avaient suscité un certain enthousiasme dans l'ensemble de l'Amérique latine. Pourtant, les mobilisations et revendications sociales se sont intensifiées depuis 2019, fournissant des indices pour placer les inégalités sociales au centre de l'attention. En Colombie, en l'occurrence, un projet de réforme fiscale a entraîné le déclenchement d'un mouvement social à partir du 28 avril 2021, dans un contexte de crise économique, liée à la crise sanitaire provoquée par la pandémie du Coronavirus/Covid-19 qui a mis en évidence les grandes inégalités du pays. Même si le projet de réforme fiscale a été abandonné par le gouvernement au bout de quatre jours de grève générale, les manifestations durent depuis 4 mois, mettant en avant diverses revendications qui méritent d'être étudiées dans un contexte académique.

Les organisateurs et organisatrices de ce débat-rencontre, les doctorants de Mondes Américains (CERMA/EHESS), Christian CASAS, Ana María JIMENEZ et Eldi Paola ROBAYO, ont saisi cette occasion pour inviter des chercheurs en sciences humaines et sociales à établir un dialogue académique sur les bouleversements que la société colombienne est en train de vivre. Il est important de souligner que la principale motivation pour tenir ce dialogue fut le manque d'espaces de réflexion sur le déroulement des manifestations colombiennes et de leur portée dans la moyenne et longue durée. D'autant plus que la société colombienne est plus que jamais divisée et que les expressions de violences inquiètent autant les Colombiens, que les chercheurs colombianistes ou américanistes en France. Ce débat-rencontre a ouvert un espace académique pour aborder ces questions, bénéficiant du retour aux événements présentiels, malgré la jauge limitée et grâce à une large participation en visioconférence. Une vingtaine de questions ont été posées aux intervenants lors de ces discussions, dans les locaux mis à disposition par le Campus Condorcet au rez-de-chaussée du bâtiment de recherches Nord.

À partir de questionnements sur le déroulement des manifestations et les perspectives à venir, l'objet du débat était d'interroger les dynamiques à l'œuvre lors des manifestations au prisme de l'histoire et de la sociologie, afin d'aborder les aux “continuités et ruptures” de ces événements comme l'annonçait le titre du débat. Ainsi, trois intervenants ont été invités pour partager leur analyse de la situation : Juana AFANADOR, doctorante en Sociologie à l'EHESS et activiste politique dans un parti de gauche en Colombie ; Daniel PECAUT, sociologue, ancien directeur d'études à l'EHESS et spécialiste reconnu de la Colombie ; et Marcela VALENCIA, doctorante en études politiques à l'Universidad Nacional de Colombia, rattachée au « *Centro de Pensamiento y Diálogo Político* », laboratoire en charge du suivi de la mise en œuvre de l'Accord de paix de 2016. Clément THIBAUD, historien spécialiste de la Colombie, directeur d'études à l'EHESS et directeur de Mondes Américains, a été le modérateur, donnant la parole aux intervenants par ordre alphabétique, puis ouvrant les discussions et accordant la parole au public.

Les contributions résumées dans ses grands traits ci-dessous, se sont articulées autour de trois **entrées thématiques** :

1. L'intervention des forces de l'ordre durant les manifestations
2. La question des violations aux Droits de l'Homme
3. Les formes d'action collective mises en avant par la société civile.

L'ordre du jour de l'événement fut le suivant : Cristian Casas a d'abord ouvert la session avec une analyse contextuelle sur ce qui se passe actuellement en Colombie. Dans un second temps, chaque invité a fait son analyse en une vingtaine de minutes, suivie de deux tours de questions, commentaires et réflexions. Ensuite, les invités ont répondu aux questions posées par le public. Enfin, Eldi Paola Robayo a été chargée de clôturer l'événement, en rappelant les principales questions abordées.

L'exposé de Juana AFANADOR s'est attaché à souligner la complexité de ce *Gran Paro Nacional* et de l'auto-organisation citoyenne, qui a de plus dû faire face à la répression des forces de l'ordre. Afanador a proposé de comprendre ces manifestations comme la suite des revendications déjà exprimées en novembre 2019 et septembre 2020, dans un contexte d'une crise qui s'est déclenchée avec l'arrivée du président Ivan Duque au pouvoir en 2018 ; crise caractérisée par le retour de la violence, de l'insécurité et l'intensification des inégalités.

Une discussion très intéressante a eu lieu pendant son intervention sur l'image et l'action de la police dans les manifestations. Si auparavant certains exprimaient un sentiment de confiance envers cette institution, grâce aux relations de voisinage dans les quartiers populaires des villes, une crainte s'est installée au sein de la population civile depuis le début des protestations en avril 2021. L'enjeu du comptage des victimes est également crucial, car les institutions étatiques ont déclaré par exemple 129 disparitions forcées lors des manifestations, orchestrées par les forces de l'ordre, alors que les ONG rapportent plus de 300 disparus. Voilà une des revendications les plus importantes des manifestants : réussir à impulser une réforme du statut de la police, pour passer d'une police militarisée à une police civile, en cohérence avec les principes des Droits de l'Homme.

Un autre sujet capital a été celui de l'organisation et des perspectives de la « *Primera Línea* »¹. Il s'agit de collectifs assez hétérogènes, majoritairement composés de jeunes qui n'ont pas d'opportunités d'études ni de travail, précarisés ; ils et elles s'installent et aménagent des barricades au front de la mobilisation, cherchant à protéger ainsi les manifestations pacifiques qui s'organisent à l'arrière : des expressions artistiques, musicales à la préparation collective de repas. D'ailleurs, les jeunes en première ligne expliquent qu'avant le début des grèves ils ne pouvaient pas se permettre de prendre trois

¹ Dans le contexte des manifestations latino-américaines des années récentes, les « premières lignes » sont des collectifs de manifestants, la plupart du temps encagoulés ou le visage partiellement couvert, protégés par des casques, des masques et des lunettes, parfois avec des boucliers en tôle, dont la mission est de résister physiquement aux forces de l'ordre, pour protéger la manifestation pacifique et les manifestants des actes de la police anti-émeute. C'est lors de ces affrontements que les droits des manifestants ont été systématiquement attaqués : des pratiques telles que tirer sur les yeux des manifestants, des détentions arbitraires souvent accompagnées de disparition forcée et les violences de genre ont été présentes dans plusieurs villes de Colombie. La pratique systématique consistant à viser les yeux des jeunes manifestants a par ailleurs été identifiée lors des manifestations au Chili en 2019.

repas par jour. Encore un symptôme de la crise économique liée à la pandémie dit Afanador, mais depuis qu'ils mènent les revendications et résistent, la solidarité leur permet de se nourrir à nouveau, grâce aux « *ollas comunitarias* » ou repas collectifs organisés par les manifestants de toutes âges et genres. Même si ce mouvement se caractérise par une hétérogénéité importante, ses perspectives dans l'avenir restent incertaines. Une nouvelle conscience politique est en train de se construire et avec elle l'apparition de nouveaux sujets politiques, qui transforment l'espace public et les formes d'action collective, en complète déconnection avec les dynamiques politiques traditionnelles.

L'intervention de Daniel PECAUT s'est caractérisée par son analyse inscrite dans la longue durée du processus (non-achevé) de construction de la nation colombienne, et à la lumière des répercussions de l'échec du referendum pour la paix en 2016 car celui-ci a provoqué une importante polarisation politique de la société, approfondie par les effets de la mise en œuvre déficiente des accords de paix par le gouvernement Duque.

Les accords de La Havane en 2016 ont fait ressurgir dans le débat public les inégalités sociales et le manque d'action de l'État pour les comprendre et les résoudre. Il s'agissait aussi d'une opportunité de ressouder la Nation, mais l'Accord a été torpillé par l'inaction du gouvernement Duque et la logique *ami/ennemi* qui polarise la société depuis l'échec du referendum. Ainsi, dans un moment où la Colombie vit des mutations sociales majeures, la nation traverse-t-elle une des plus graves crises socio-économiques de son histoire récente : crise de la représentation politique sans doute, mais aussi inefficacité de certaines politiques publiques, en même temps qu'une accélération de la violence et de la corruption dans toutes les sphères sociales.

C'est précisément à ce moment où l'on semble découvrir l'ampleur des inégalités à l'œuvre dans le pays, qui fait que la Colombie est un des pays les plus inégaux du monde. D'après Pécaut, cela est aussi le fruit de son histoire. Si entre 2000 et 2014 la diversification des secteurs économiques a entraîné l'apparition d'une nouvelle classe moyenne dans une économie traditionnellement centrée sur le café et le pétrole, la grande majorité des travailleurs colombiens est dans l'informalité et la crise sanitaire du Covid-19 a réduit les classes sociales émergentes à la pauvreté extrême. Cela s'explique car les inégalités ne viennent pas du néolibéralisme, mais sont aussi anciennes que la Colombie, et elles ont été d'une certaine façon le moteur de la croissance économique, les classes populaires ayant été maintenues en marge de la construction nationale. Ce moment de crispation sociale n'est pas sans conséquences, surtout dans un pays où divers acteurs armés ont neutralisé les mouvements sociaux, dans le contexte du conflit armé et de la guerre contre le narcotrafic.

C'est à la lumière de ces enjeux qu'il faut comprendre les manifestations actuelles, et Pécaut révèle ainsi une situation conflictuelle, entre la peur et la rage. La peur, d'une part, induite par l'ampleur des mobilisations, et la rage provoquée par le constat d'un creusement des inégalités et du manque de représentation. Cette dimension conflictuelle n'est pas prise en charge par le politique, et tout se passe comme si le gouvernement laissait pourrir la situation dans l'attente que l'opinion se retourne et que la peur prenne

finalement autant de place que la rage. La Colombie se voit, une fois de plus, coupée de son avenir.

Marcela VALENCIA considère pour sa part que ces manifestations s'inscrivent dans le contexte des manifestations initiées en 2011 quand le mouvement étudiant a fait reculer le gouvernement sur la réforme à l'éducation ; celles de 2013 connues comme le *Paro Agrario* ; et celles qui ont débuté en 2019 pour dénoncer la profondeur de la crise humanitaire et l'importance de la mise en œuvre des Accords de paix. Elle a mis l'accent sur certains éléments historiques nécessaires pour comprendre les manifestations actuelles dans ces trois dimensions : les relations civico-militaires, les violations des Droits de l'Homme et les formes de mobilisation collective.

Premièrement, la police en Colombie n'est pas un corps civique, mais elle fait partie du ministère de la défense nationale et a historiquement mené des opérations difficilement distinguables des missions de l'Armée ; de plus, les ESMAD (équivalents des CRS français) sont une institution qui surgit dans le contexte d'opérations de contre-insurrection et conçoit donc la manifestation sociale comme subversive. Cette problématique rejoint celle de la violation des droits de l'Homme, car d'une part le discours stigmatise la protestation sociale, et d'autre part, le manque de garanties au droit de manifester provoque une réflexion sur le rôle des droits de l'homme dans la construction du citoyen et de la nation colombiens. Sur ce point, Valencia remarque la pratique systématique de 'simulation' de la part du gouvernement Duque, qui fait semblant de mettre en œuvre les réformes établies lors des Accords sans transformer ces « efforts » en politiques publiques. C'est notamment le cas des garanties à la protestation sociale, également abordées dans l'article 2.6.1 de l'Accord de paix, et qui n'ont pas été appliquées, ce qui explique la dimension de la crise humanitaire dans les zones rurales depuis 2018, et lors des manifestations sociales depuis 2019.

Valencia remarque que les mobilisations sociales urbaines actuelles redoublent plusieurs pratiques employées de longue date dans les mouvements ruraux paysans, indigènes et afro, telles les *guardias* et d'autres formes de solidarité largement développées dans le contexte du conflit armé et depuis le retour, en 2018, de violences dans les campagnes. Cela mérite donc une étude sur la portée de ces mobilisations, étude difficile car les inégalités sont très profondes et le travail que l'État devrait accomplir pour les pallier est colossal. Les manifestants expriment d'ailleurs à travers la transformation de l'espace public, des nouvelles façons de faire de la politique, l'importance de la mémoire et de la vérité, en particulier en ce qui concerne les violations des Droits de l'Homme.

Parmi les ***interventions du public*** on peut retenir que plusieurs participants ont soulevé *la question des violences*, ce qui a permis de préciser différents types de violences, et de constater que celles-ci sont le produit de l'hybridation de processus économiques, sociaux, politiques, voire environnementaux et de la réplique de violences dans les discours. Ils se sont notamment attachés à soulever l'importance d'explicitement ces violences, et leurs imbrications dans les institutions colombiennes.

Une autre intervention a insisté sur *la portée politique de ces manifestations*, et l'apparition de nouveaux sujets politiques, permettant un dialogue autour des perspectives des élections présidentielles 2022, et ainsi de mieux connaître les caractéristiques de la *polarisation* politique en Colombie. La question sur les sujets politiques rejoint aussi un exercice de comparaison, ou bien de mise en relation proposée par d'autres participants, entre les Gilets Jaunes en France et les manifestants colombiens : *est-ce que ces nouveaux mouvements sociaux arrivent à transformer ces revendications hétérogènes en des programmes politiques clairs ?*

On peut finalement souligner les interventions qui ont mis l'accent sur l'action depuis la France et ont soulevé cette question d'une grande importance, sur le rôle des sciences humaines et sociales, des chercheurs américanistes et de la solidarité internationale pour comprendre et agir sur les enjeux de la construction de la paix en Colombie.

Dès lors que l'on s'intéresse aux perspectives futures, le bornage chronologique et thématique du débat-rencontre permettait d'analyser toute une palette de sujets qui ont accompagné l'éclatement des manifestations. On peut souligner notamment l'intervention des forces armées si discréditées à l'heure actuelle ; la violation des droits de l'Homme tout récemment dans les zones urbaines et systématiquement depuis 2018 dans les campagnes ; les formes de participation sociale lors des manifestations, la réappropriation de l'espace public et l'aménagement de sites de mémoire; l'organisation et la projection politique des *Primeras Líneas* ; les problèmes de la mise en œuvre des Accords de Paix de 2016; l'apparition de nouveaux sujets politiques, les influences extérieures au niveau régional et transatlantique et le rôle à jouer par les sciences humaines et sociales dans la compréhension et le développement de ces manifestations.

En résumé, ce débat-rencontre a permis de prendre du recul sur la portée des manifestations en Colombie. Il a permis de mettre en lumière ses continuités avec l'histoire politique et sociale du pays et tout en soulignant l'émergence de nouvelles dynamiques sociales qui sont en train de construire, peut-être, un véritable changement. Certaines contributions se sont inscrites dans une perspective historiographique classique, d'autres ont assumé des entrées thématiques et des problématiques en cohérence avec leur militantisme politique. Si ce débat-rencontre a posé davantage de questionnements, il a néanmoins eu le mérite d'établir une première réflexion sur ce long mouvement de contestation sociale, qui reste à saisir par les chercheurs en sciences humaines et sociales.